



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 141 – 4^{ème} trimestre 2009

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>Le contexte international et national</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	9
<i>Note méthodologique</i>	9
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	10
<i>Vue d'ensemble</i>	10
<i>Agriculture et aquaculture</i>	12
<i>Industrie agroalimentaire</i>	13
<i>Autres Industries</i>	15
<i>Bâtiment et Travaux Publics</i>	18
<i>Commerce</i>	20
<i>Services marchands</i>	22
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	24
<i>Les entreprises</i>	25
<i>Investissement</i>	25
<i>Financement</i>	25
<i>Vulnérabilité financière</i>	26
<i>Les ménages</i>	27
<i>Consommation</i>	27
<i>Investissement immobilier</i>	28
<i>Vulnérabilité financière</i>	29
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	30
<i>Marché de l'emploi</i>	30
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	30
<i>Commerce extérieur</i>	31
<i>Transports</i>	32
Liste des publications	33

1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 4^{ème} trimestre 2009

Des signes de consolidation du retour à la croissance

Au quatrième trimestre, l'économie mondiale a poursuivi son retour à la croissance. La production mondiale a continué à progresser et les échanges extérieurs se sont accrus. La hausse des prix a retrouvé un rythme positif à l'échelle mondiale, en liaison avec la progression des prix des matières premières sur l'année 2009.

L'économie américaine a continué de se redresser au quatrième trimestre avec une croissance de son PIB de +5,7 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre, après +2,2 % au troisième trimestre. En revanche, sur l'année 2009, le PIB est en chute de 2,4 %. La croissance reste malgré tout fragile car son principal moteur a été le ralentissement des déstockages des entreprises (60 % de cette progression). La hausse de la consommation finale des ménages s'est modérée mais l'investissement des entreprises a progressé pour la première fois après plus d'un an de baisse. Le taux d'inflation est de 2,7 % en glissement annuel fin décembre 2009. Le marché du travail s'est légèrement amélioré, le taux de chômage revenant à 9,7 % en janvier 2010, après 10,2 % en octobre 2009. Les taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale sont maintenus à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

De nouveau supérieure aux prévisions, la croissance japonaise s'est élevée à 1,1 % en rythme trimestriel sur le dernier trimestre 2009. Sur un an, elle ressort en hausse de 4,6 %. L'économie a été stimulée par des exportations toujours bien orientées mais surtout par la reprise des investissements des entreprises et une consommation finale des ménages robuste.

Le Royaume-Uni a renoué avec une croissance positive au quatrième trimestre (+0,1 %) tandis que l'inflation s'est sensiblement accélérée, s'établissant à 2,9 % en décembre 2009.

La croissance de la zone euro a ralenti en fin d'année 2009 (+0,1 % au dernier trimestre après +0,4 % au trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année, le PIB de la zone a baissé de 4 %. La production industrielle est en reprise au cours du second semestre 2009, mais la fin de l'année est en retrait avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux d'inflation sur un an s'établirait à 1 % en janvier 2010 après 0,9 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB s'est accéléré au quatrième trimestre : +0,6 % après +0,2 %, mais sur l'année il est en recul de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre. La croissance est portée par la consommation des ménages (+0,9 % après +0,1 %) et le ralentissement du déstockage des entreprises, mais l'investissement des entreprises a continué de baisser et le solde commercial s'est dégradé du fait d'une baisse sensible des exportations (aéronautiques notamment) et d'une accélération des importations. La production a augmenté légèrement plus qu'au trimestre précédent, tirée notamment par l'énergie et les services aux entreprises. La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands s'est poursuivie mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent et l'intérim est resté dynamique ; sur un an, l'emploi a baissé de 2,5 %. L'inflation continue d'être maîtrisée (0,3 % sur un an en décembre).

Dans la plupart des pays émergents, la reprise s'est poursuivie. L'activité économique s'est accélérée en Chine avec une progression du de 10,7 % en rythme annuel² (et de 8,7 % sur l'ensemble de l'année). En Amérique latine, les principales économies ont montré des signes de renforcement de leur activité, tandis que la hausse annuelle des prix à la consommation s'est légèrement accentuée.

¹ Soit, par rapport au troisième trimestre 2009, une croissance de 1,4 %.

² Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,57 %.

2. La conjoncture à Mayotte

Une conjoncture toujours en repli

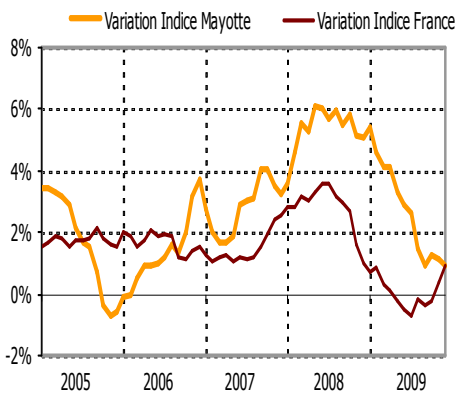
La détérioration de l'activité perçue depuis le 4^{ème} trimestre 2008 s'est poursuivie selon les chefs d'entreprises participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Confirmant le pessimisme des prévisions enregistrées au 3^{ème} trimestre dans l'enquête de l'IEDOM, l'activité est jugée en net retrait sur le trimestre précédent, entraînant une baisse sensible des effectifs employés.

La consommation des ménages montre des signes d'essoufflement et l'investissement des entreprises est mal orienté.

Les anticipations pour le premier trimestre 2010 demeurent pessimistes : les entrepreneurs interrogés tablent sur une poursuite de la baisse de l'activité accompagnée d'une nouvelle réduction importante des effectifs. Les prévisions d'investissements sont toujours très limitées.

Les prix retrouvent le rythme de croissance de la France entière

Indice des prix à la consommation
(Variations en glissement annuel)



Source : INSEE

Après un retrait de 0,5 % au 3^{ème} trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,7 % au 4^{ème} trimestre. Cette progression de l'indice d'ensemble sur le trimestre s'explique exclusivement par la hausse des prix des services aux ménages (+2,4 %).

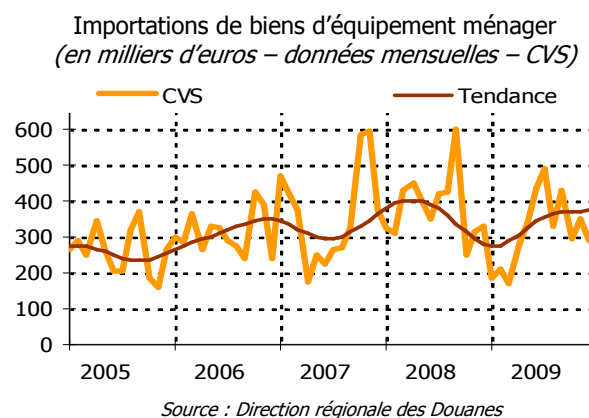
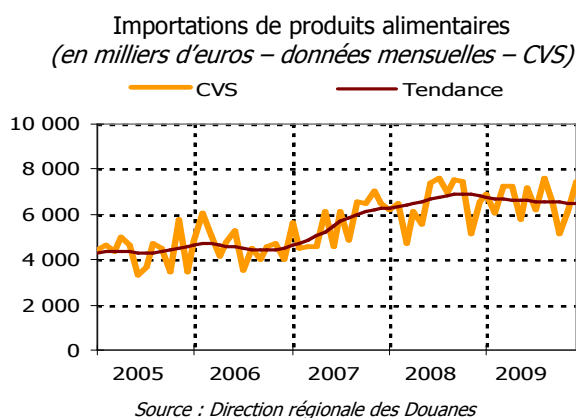
Les prix des produits alimentaires et boissons et des produits manufacturés sont stables (+0,1 % et +0,0 %), alors que les tarifs de l'énergie poursuivent leur repli (-0,5 %).

Après plus de trois ans d'inflation bien supérieure à celle de la France entière, la hausse des prix a retrouvé le rythme national : en glissement annuel, elle ne s'établit plus qu'à 0,9 %, en inflexion sensible par rapport à 2008 (+5,1 %). Sur un an, les prix du tabac affichent une progression significative (+13,9 %), ceux des produits manufacturés et des services aux ménages enregistrent une hausse, mais dans une moindre proportion (+1 % et +4,8 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits alimentaires et boissons se sont repliés (-4,6 % et -2,6 %).

Repli de la consommation des ménages

Après deux trimestres consécutifs de reprise, la consommation des ménages mahorais s'essouffle au cours du 4^{ème} trimestre 2009, période pourtant favorable à la consommation. Les importations en valeur de biens d'équipement ménager sont en baisse de 35 % sur le trimestre (mais après une croissance de 35 % au 3^{ème} trimestre) ; les importations de produits textiles et alimentaires enregistrent la même évolution défavorable (-49,5 % et -6,2 %). Les ventes de véhicules de tourisme neufs reculent de 9,4 % sur le trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2009, seules les importations de produits alimentaires ont progressé (+2,2 %), largement tirées par les importations de riz (+31,6 %) ; en revanche, les importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles sont en repli (-16,6 % et -7,8 %) et les ventes de véhicules neufs ont fortement baissé (-34,1 %), après un net ralentissement en 2008 (+2,4 % contre +21,6 % en 2007).



Dans ce contexte, les encours de crédits à la consommation sont en léger retrait.

En revanche, les indicateurs de vulnérabilité ne sont pas trop mal orientés : les incidents de paiement sur chèque des personnes physiques ne progressent que de 0,9 % (contre +3,6 % au 3^{ème} trimestre) ; les retraits de carte bancaire reculent de 1,7 % (après une croissance de 4 % au précédent trimestre). Enfin, à fin décembre 2009, les interdictions bancaires (1 657) sont en léger retrait (-0,1 %) par rapport à fin septembre 2009.

L'investissement des entreprises est toujours mal orienté

Au 4^{ème} trimestre 2009, les importations de biens d'équipement professionnel des entreprises s'inscrivent en baisse de 11 %, après une croissance de 4 % au précédent trimestre. En glissement annuel, ces importations sont en fort recul (-34 %). Les ventes de véhicules utilitaires se sont fortement accrues (+23,5 % après +31 % au cours du 3^{ème} trimestre), mais sont en net recul sur un an (-28,7 %) : en 2009, seuls 191 véhicules ont été vendus contre 268 en 2008.

L'encours de crédit à l'investissement progresse de 3,3 % sur le trimestre.

Dans un climat d'incertitude, les professionnels émettent des prévisions d'investissements peu dynamiques pour la période à venir.

Les interdictions bancaires de personnes morales affichent une hausse significative (+15,3 % sur le trimestre et +52 % sur un an).

Diminution des importations sur un an

Après un bon 3^{ème} trimestre 2009, les **importations** (hors hydrocarbures) se sont fortement contractées et sont en recul de 31,6 % sur le trimestre et de 3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008. C'est la première fois depuis cinq ans qu'on enregistre une baisse du cumul des importations sur l'année (-5,4 % par rapport à 2008).

Demeurant à un niveau très faible (1,6 million d'euros), les **exportations** se sont accrues sur le trimestre (+10,8 % et +27,1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008), mais également sur l'ensemble de l'année 2009 (+3,9 %). Cependant, cette croissance est due aux marchandises réexportées : sur les 5,5 millions d'euros de produits exportés en 2009, seulement 13,2 % concernent des produits propres à Mayotte, et ceux-ci sont en forte baisse au 4^{ème} trimestre 2009. Les exportations d'essence d'ylang-ylang sont en recul de 75,4 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2009 et le volume d'ylang-ylang exporté en 2009 est en chute (-68 %) par rapport à 2008. Le volume de poissons exportés est également en retrait de 38 % sur le trimestre ; en 2009 l'exportation de ces produits aquacoles s'est contractée de 6,5 %.

La dégradation épargne quelques secteurs

Au 4^{ème} trimestre, l'activité de **l'industrie agro-alimentaire** s'est stabilisée autour de sa moyenne de longue période, ce qui a permis un maintien des effectifs. Une reprise de l'activité est même prévue pour les prochains mois.

Après avoir bénéficié d'une orientation favorable aux trois derniers trimestres, l'**activité industrielle** enregistre une baisse qui s'accompagne d'une baisse sensible des effectifs. Une inflexion plus favorable est prévue au 1^{er} trimestre 2010.

Après une amélioration éphémère au 3^{ème} trimestre, le courant d'affaires du secteur du **bâtiment et travaux publics** s'est sévèrement réorienté à la baisse, ce que confirme la contraction du tonnage de ciment importé (-29 %). Cette baisse devrait se poursuivre au 1^{er} trimestre 2010 et avoir une incidence sur les effectifs. Avec des carnets de commande au plus bas niveau, les professionnels n'envisagent pas d'investir dans les prochains mois.

L'**activité commerciale** a encore fléchi au 4^{ème} trimestre, mais quelques recrutements ont été effectués. Les perspectives sont mitigées.

Le courant d'affaires des **services marchands** est toujours orienté à la baisse, mais le ralentissement est moins sévère qu'aux trois précédents trimestres. La trésorerie est mise à mal par des délais de paiement de plus en plus longs. Aucune amélioration n'est prévue à court terme.

L'activité du **secteur touristique** enregistre une amélioration. Le nombre de passagers arrivant à l'aéroport s'est élevé à 70 803, soit un très bon niveau pour cette période de l'année, en hausse de 19,4 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008 ; au total, ce nombre s'est accru de 3,5 % sur l'année 2009. Selon les professionnels, cette meilleure orientation ne devrait pas se poursuivre.

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
 - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
 - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
 - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives disponibles ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

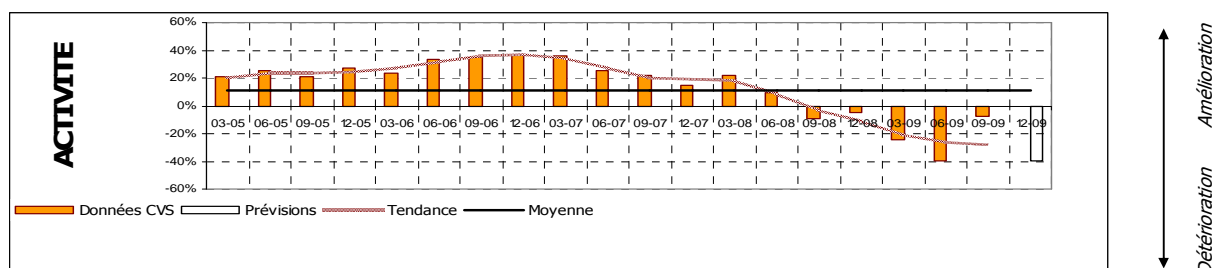
Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

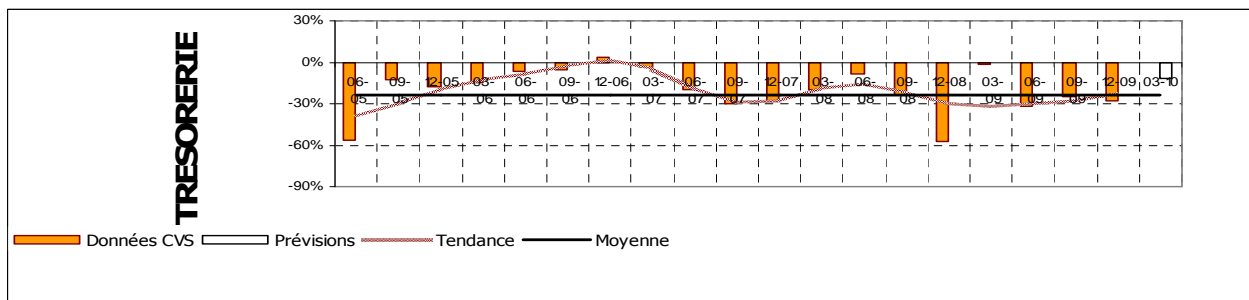
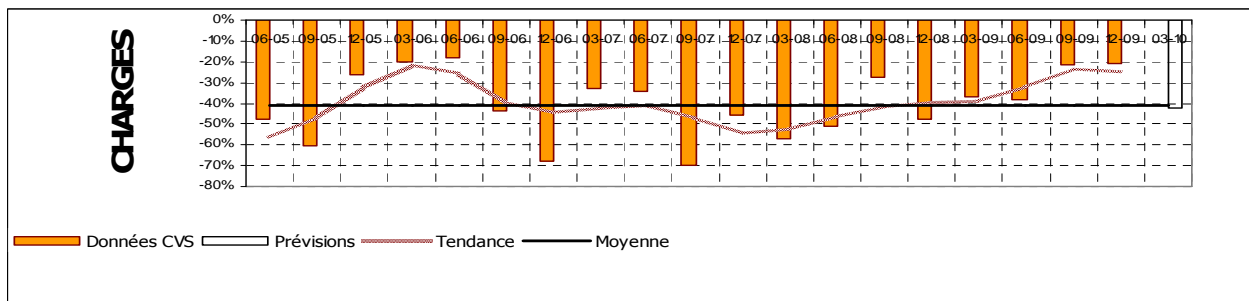
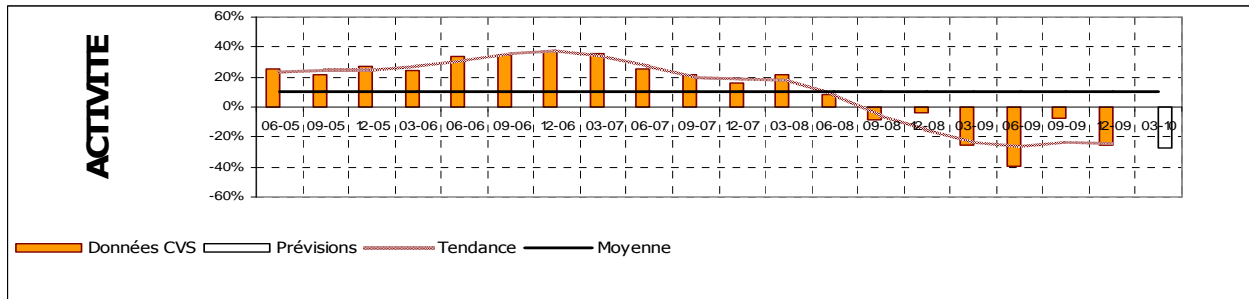
Exemple :



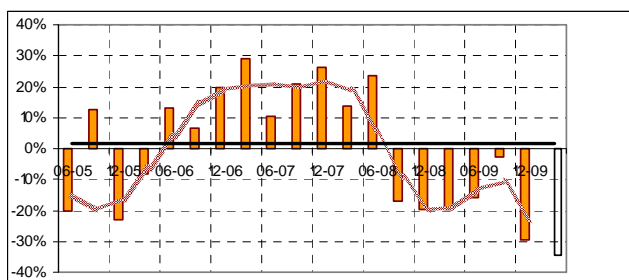
2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

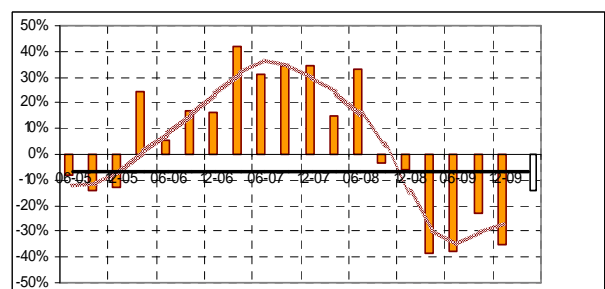
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009³



Effectifs

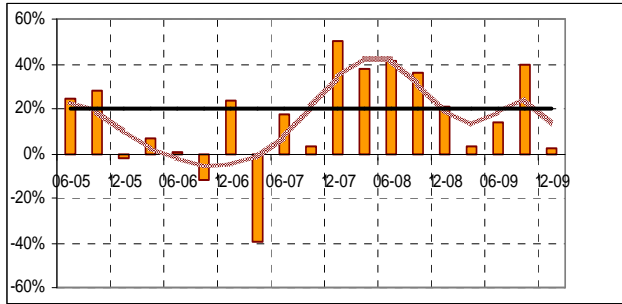


Prix

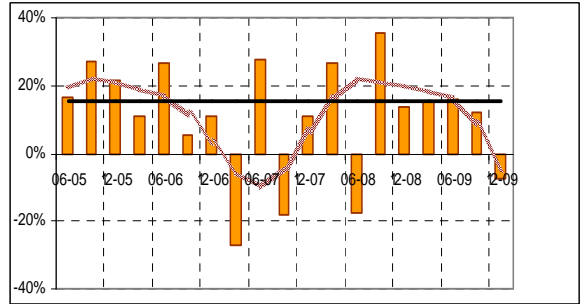


³ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 57 entreprises. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (4^{ème} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

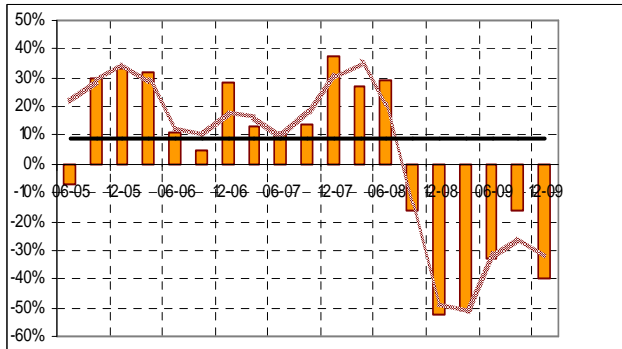
Stocks de matières premières



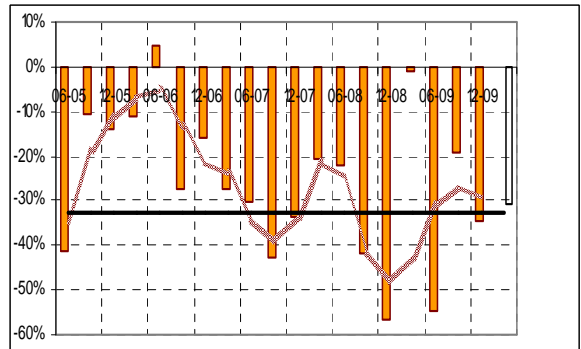
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



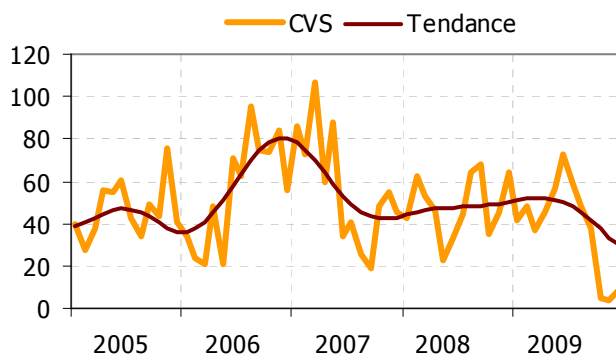
Délais de paiement



AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de produits aquacoles

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)

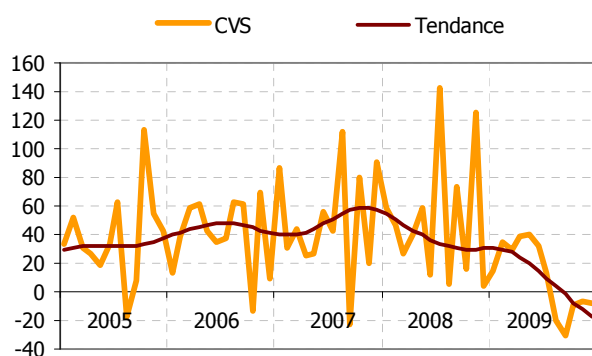


Source : Direction régionale des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang

En valeur

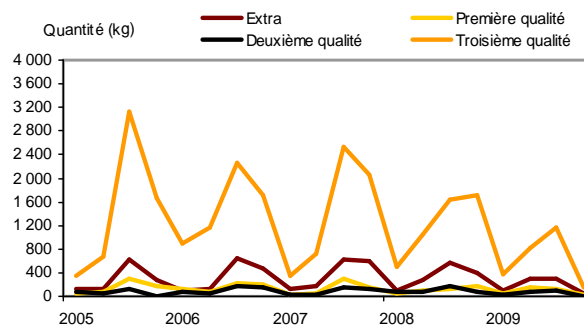
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Selon la qualité, en volume

(en kg – données mensuelles - brutes)



Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Déclarations d'intention d'exporter (en kg)

	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08
Total Ylang-Ylang	3 569	2 085	2 517	2 901	2 360	536	1 328	1 665	235	-86%	-90%
- Extra	544	262	469	593	406	90	279	290	60	-79%	-85%
- Ylang 1ère	247	168	191	140	169	61	154	130	30	-77%	-82%
- Ylang 2ème	140	0	152	113	81	18	85	90	0	-100%	-100%
- Ylang 3ème	2 638	1 655	1 705	2 055	1 704	366	810	1 156	145	-87%	-91%
Produits d'aquaculture	37 695	26 000	35 140	24 100	22 500	15 800	33 250	31 400	14 775	-53%	-34%

Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Exportations agricoles

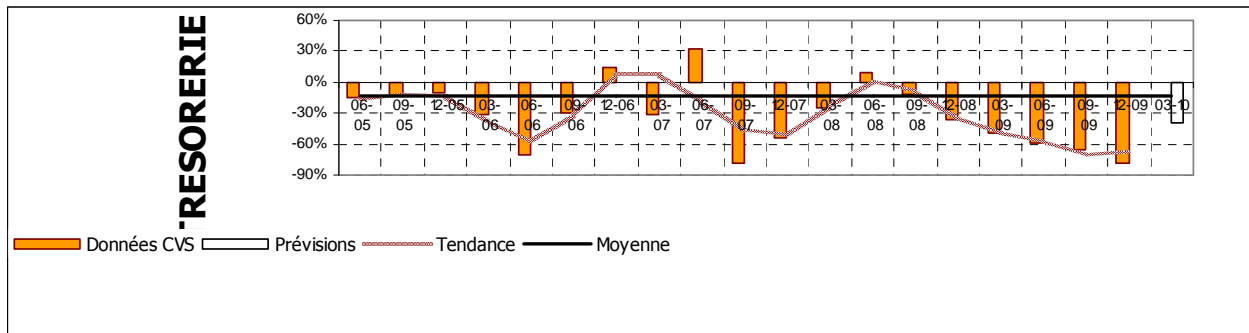
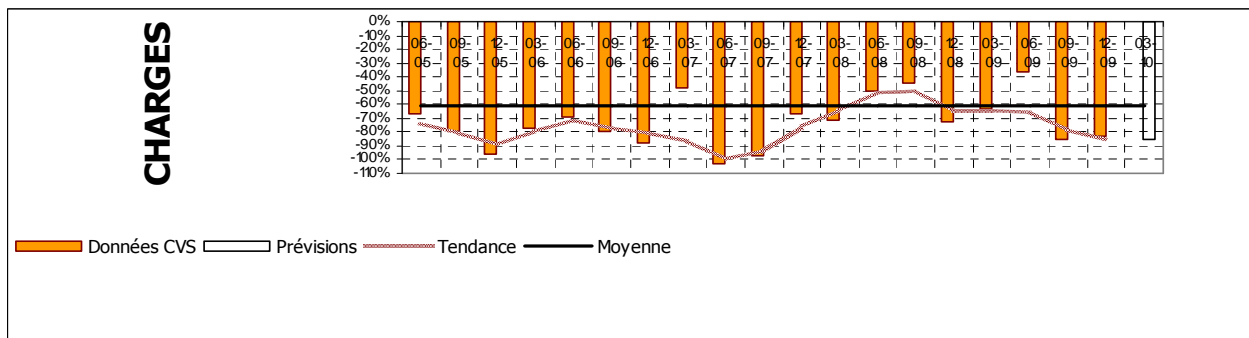
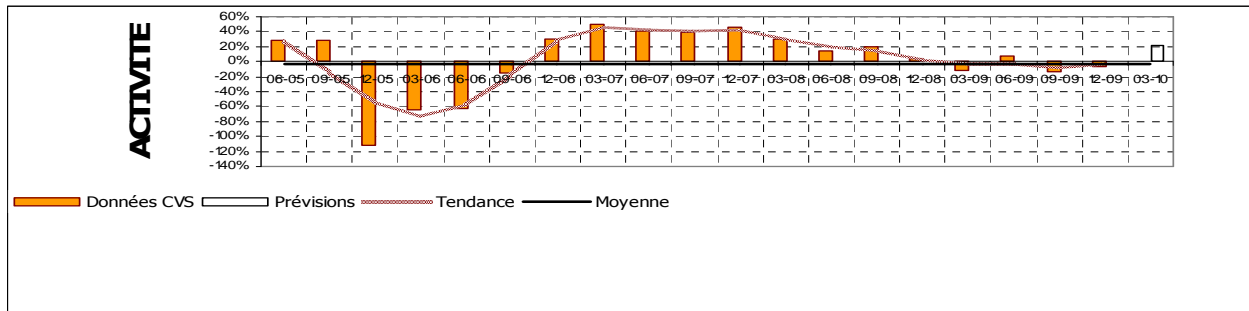
Essence d'ylang-ylang	3T04	3T05	3T06	3T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Σ09/Σ08
Volume (tonnes)	2,9	4,4	1,7	2,9	1,9	0,6	0,8	0,6	0,2	-75,4%	-92%	-68%
Valeur (milliers d'euros)	129,1	255,4	109,3	231,0	183,7	28,9	71,1	43,5	12,8	-71%	-93%	-74%
Produits aquacoles	3T04	3T05	3T06	3T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Σ09/Σ08
Volume (tonnes)	21,8	33,3	36,4	39,4	21,5	15,8	28,4	27,6	17,2	-38%	-20%	-7%
Valeur (milliers d'euros)	117,7	152,5	206,6	140,1	139,8	103,7	183,6	179,0	111,5	-38%	-20%	-2%

Source : Direction régionale des Douanes

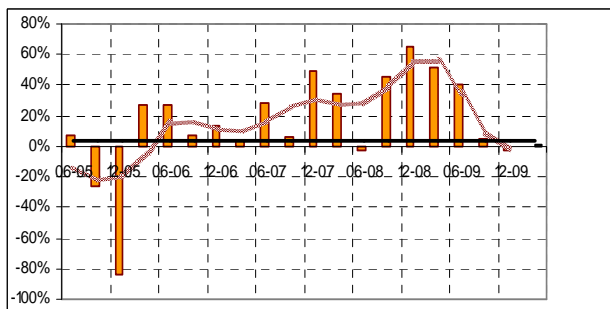
Les différences de volume entre les exportations réalisées (Douanes) et les déclarations d'intention (DAF) peuvent provenir d'un décalage temporel entre le jour de la déclaration d'intention et le jour de l'enregistrement par les Douanes.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

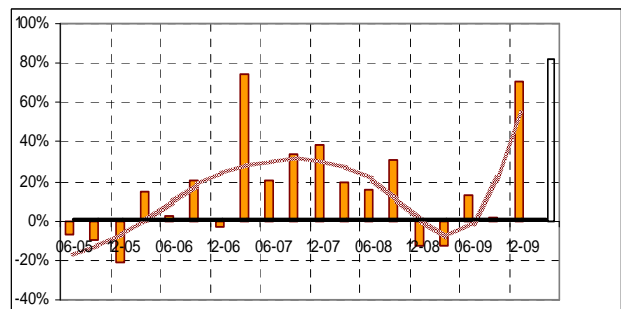
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁴



Effectifs

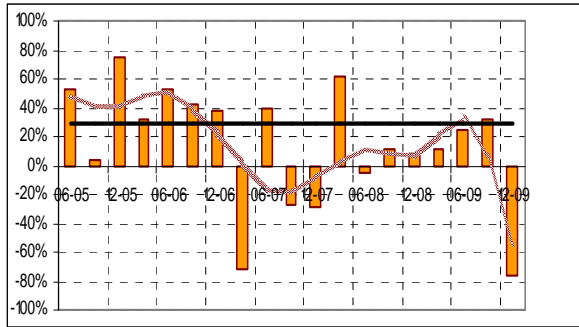


Prix

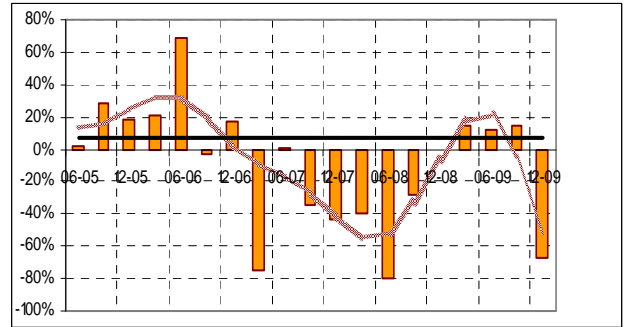


⁴ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 3 entreprises de l'industrie agroalimentaire.

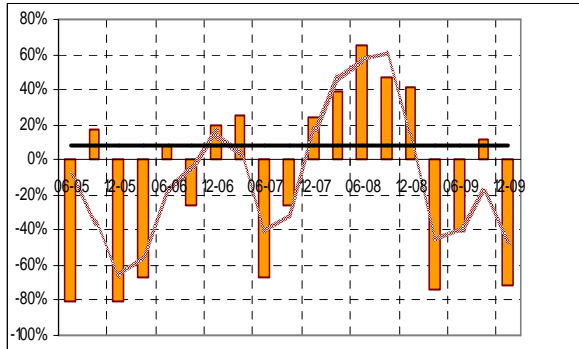
Stocks de matières premières



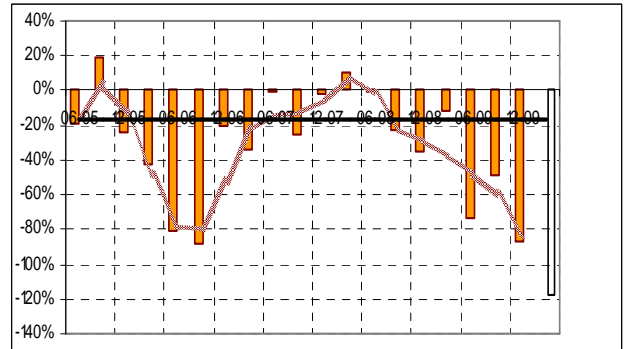
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

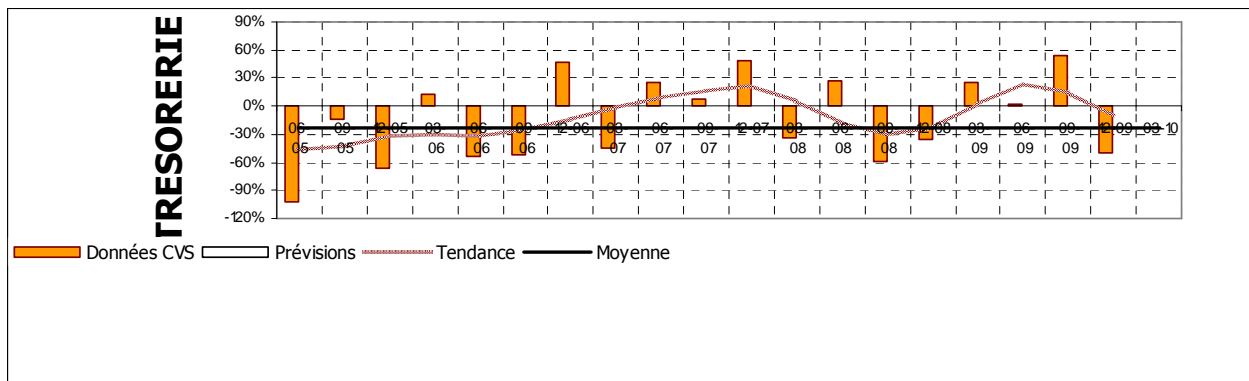
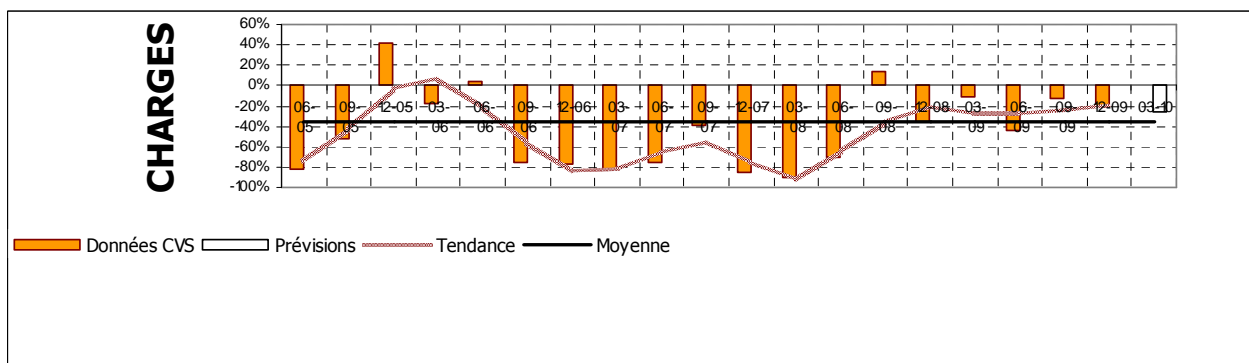
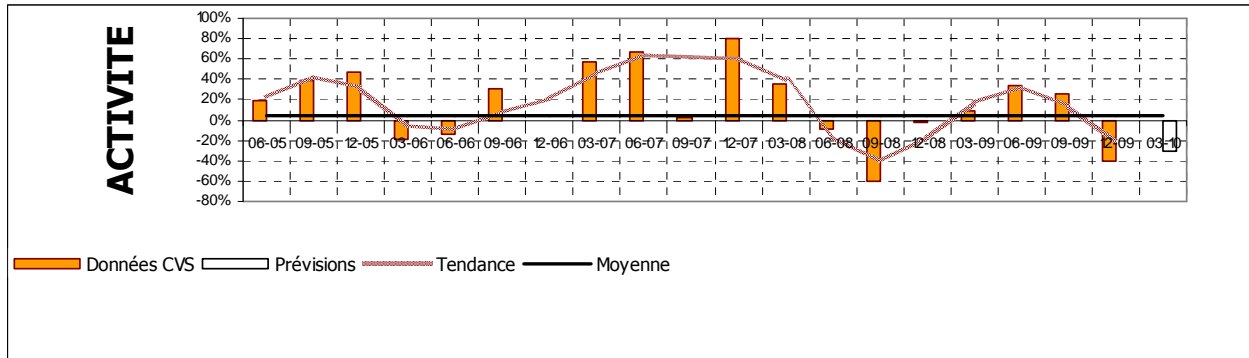


Délais de paiement

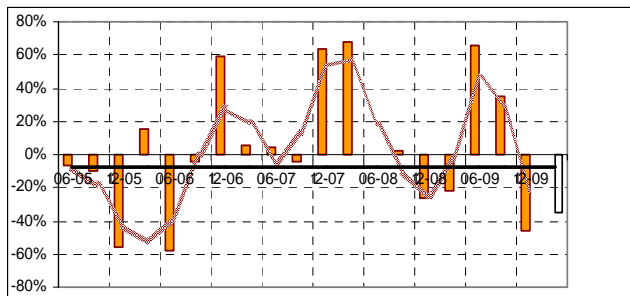


AUTRES INDUSTRIES

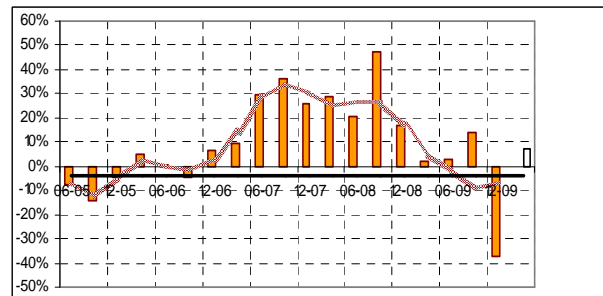
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁵



Effectifs

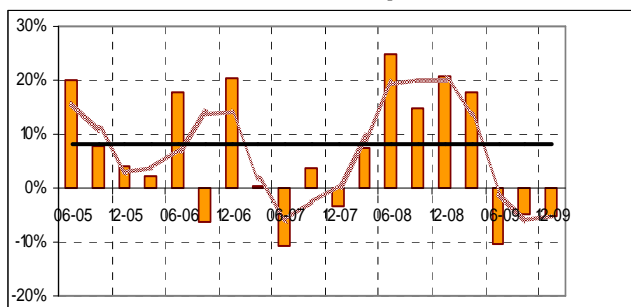


Prix

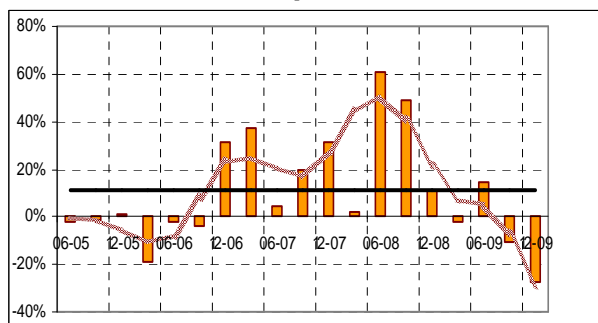


⁵ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 5 entreprises du secteur de l'industrie.

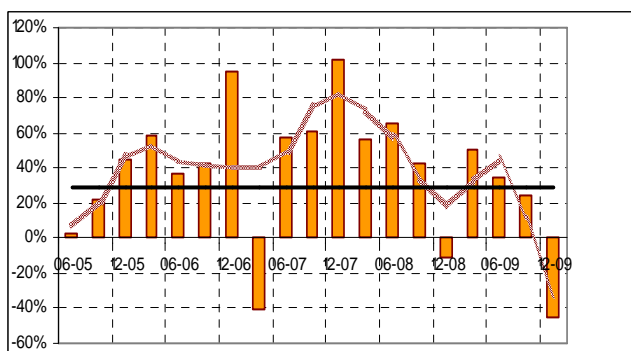
Stocks de matières premières



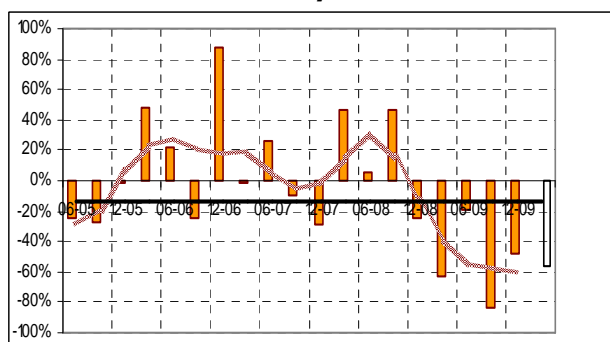
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



Délais de paiement



La consommation énergétique

Évolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08
Consommation (milliers de kWh)	33 054	36 392	38 420	42 950	44 473	55 708	54 319	55 205	54 390	-1,5%	22,3%
Nombre d'abonnés	28 655	29 946	30 878	32 232	33 567	33 800	34 125	34 734	35 324	1,7%	5,2%
Consommation par abonné (en kWh)	1 154	1 215	1 244	1 333	1 325	1 648	1 592	1 589	1 540	-3,1%	16,2%

Source : Electricité de Mayotte

Évolution de la consommation d'hydrocarbures

HYDROCARBURES	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08
Consommation d'hydrocarbures, hors armée (en milliers de litres)	20 642	21 709	22 375	25 022	25 857	27 464	27 008	26 845	28 632	6,7%	10,7%

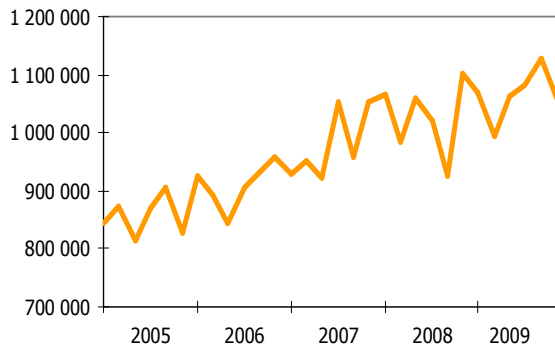
Source : Total Mayotte

Évolution de la consommation d'eau

EAU	6B04	6B05	6B06	6B07	6B08	1B09	2B09	3B09	4B09	5B09	6B09	6B09/5B09	6B09/6B08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Nombre d'abonnés	29 385	27 723	29 227	30 615	33 906	34 229	33 924	34 668	34 826	34 508	34 593	0,2%	2,0%	-	-
Consommation d'eau (en m ³)	814 558	825 892	957 921	1 052 558	1 100 673	1 068 485	994 571	1 062 044	1 081 820	1 128 467	1 060 906	-6,0%	-3,6%	6 396 293	3,9%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	27,7	29,8	32,8	34,4	32,5	31,2	29,3	30,6	31,1	32,7	30,7	-6,2%	-5,5%		-

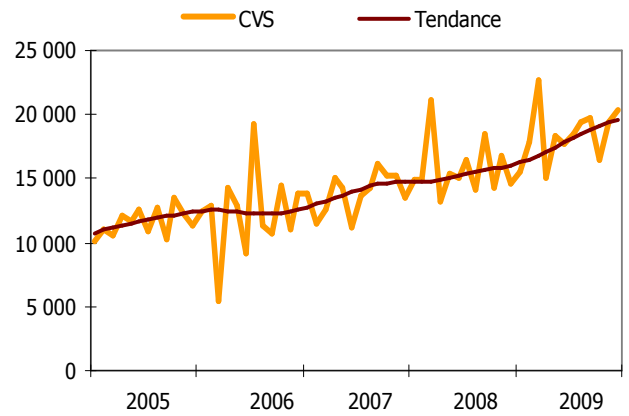
Source : Sogea

Consommation d'eau
(Données brutes – bimestrielles – en m³)



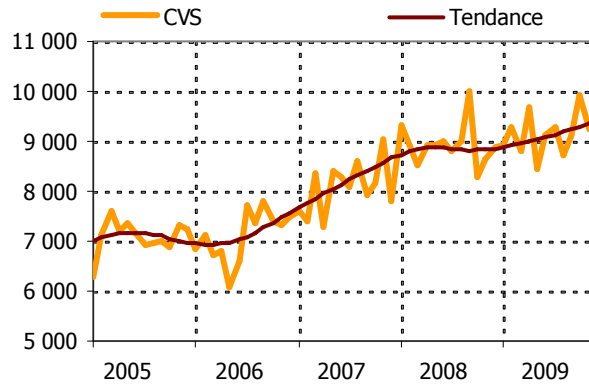
Source : Sogea

Consommation d'électricité
(Données CVS – mensuelles – en milliers de kWh)



Source : Électricité de Mayotte

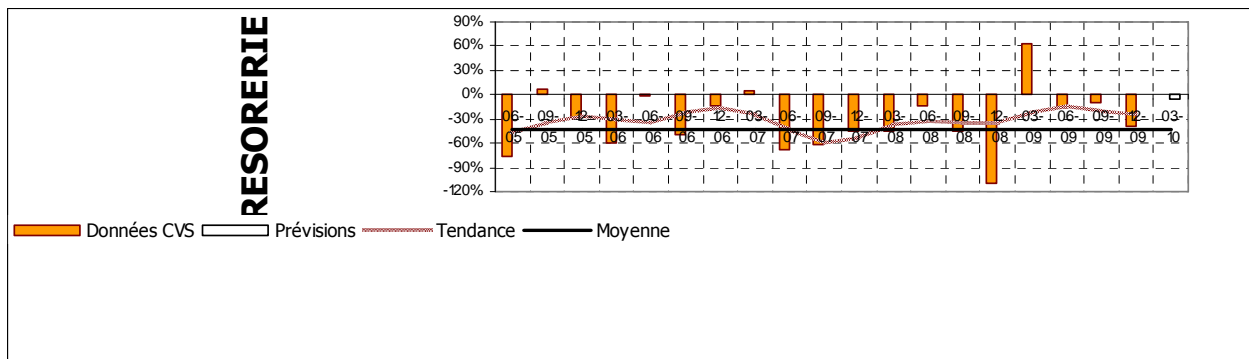
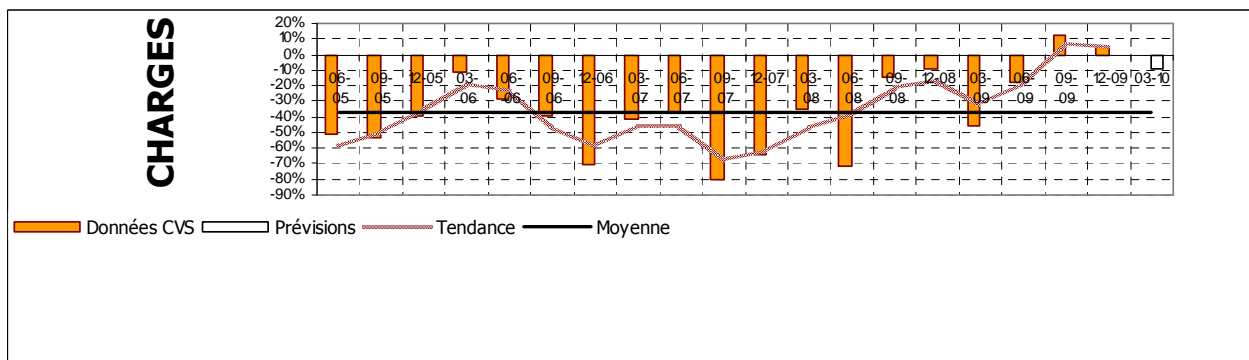
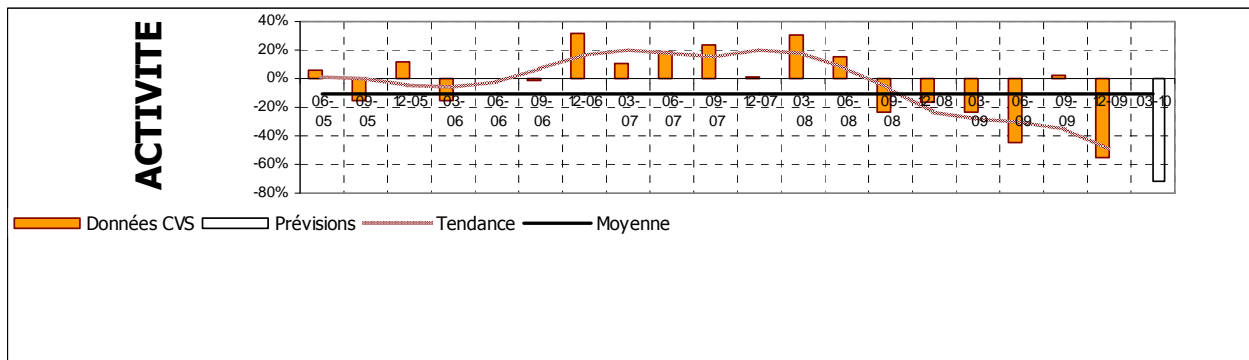
Consommation d'hydrocarbures
(Données CVS – mensuelles – en milliers de litres)



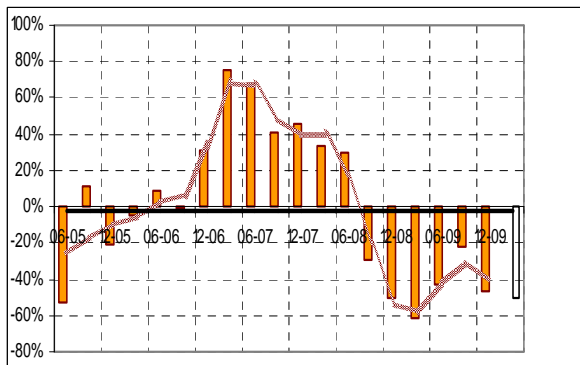
Source : Total Mayotte

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

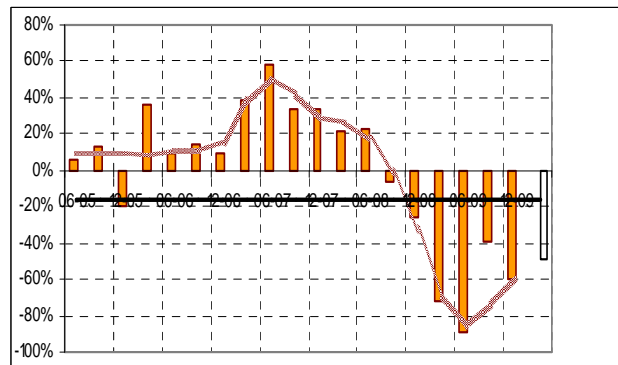
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁶



Effectifs

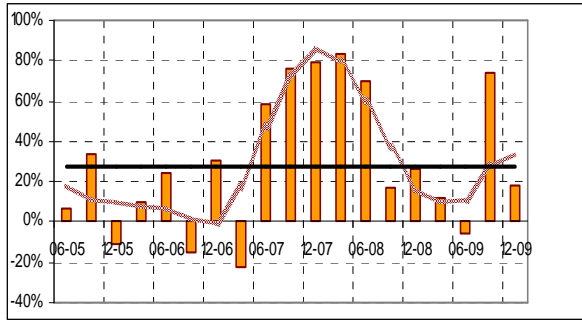


Prix

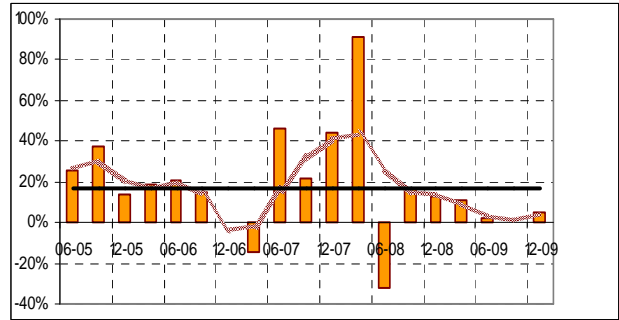


⁶ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du BTP.

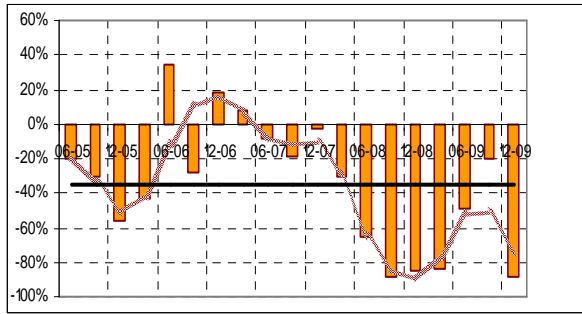
Stocks de matières premières



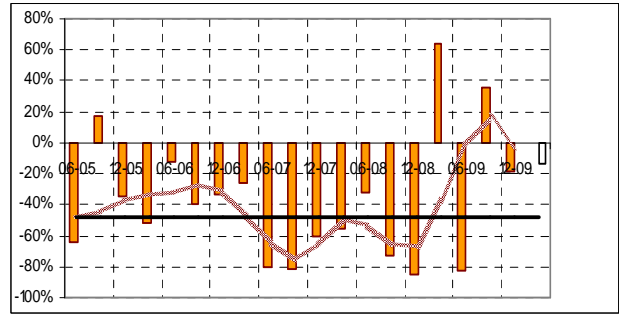
Stocks de produits finis



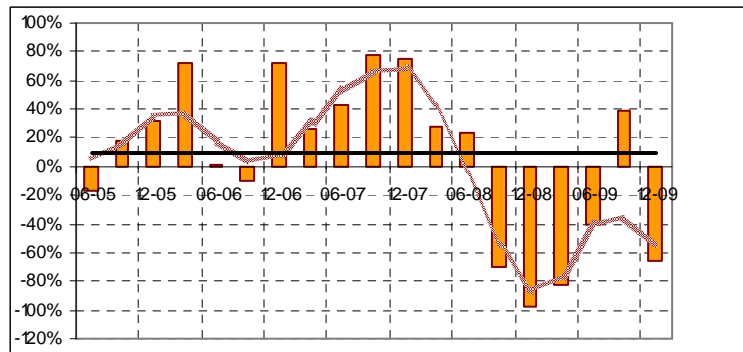
Carnets de commande



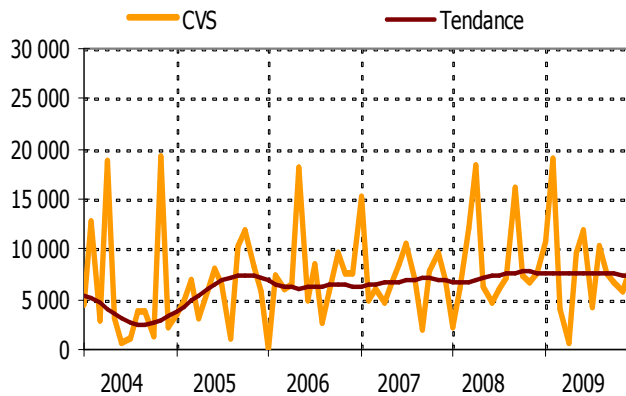
Délais de paiement



Prévisions d'investissement

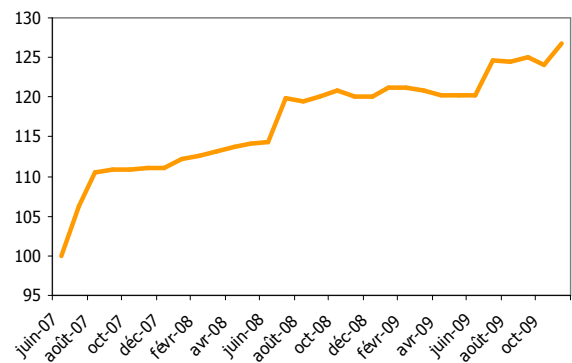


Importations de ciment
(en tonnes – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Évolution de l'indice des prix du bâtiment
(indice BTM01)



Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).

Source : Direction de l'Équipement

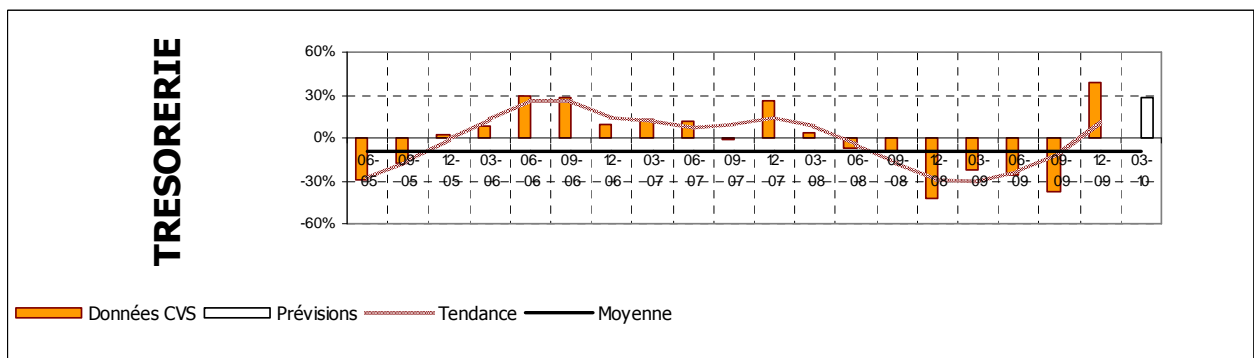
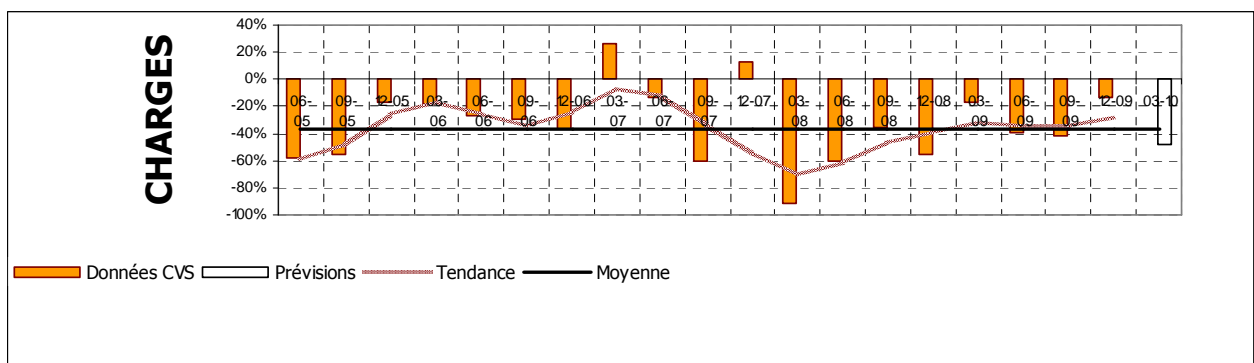
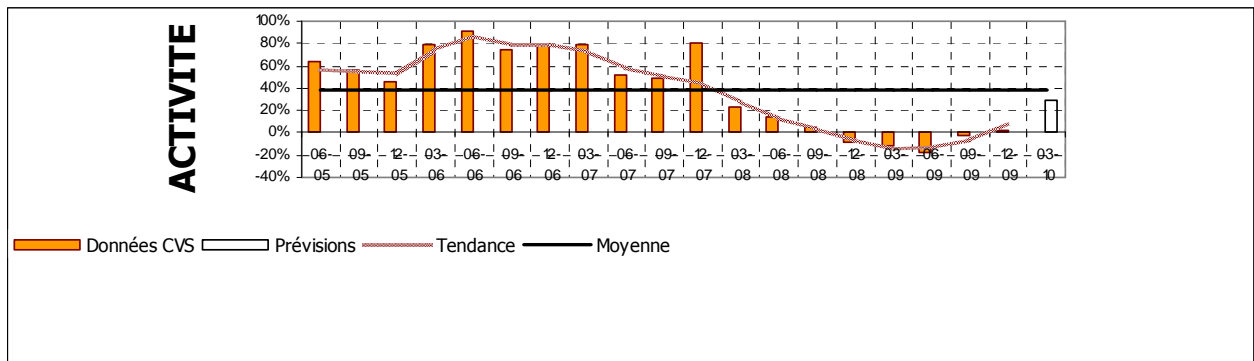
Importations de ciment en valeur et en volume

	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
en milliers d'euros	1 778	1 986	2 393	2 293	2 597	2 424	2 214	2 549	1 805	-29%	-30%	8 991	-21%
en tonnes	27 183	23 320	23 493	25 624	22 202	23 604	20 567	30 232	21 338	-29%	-4%	95 742	-22%

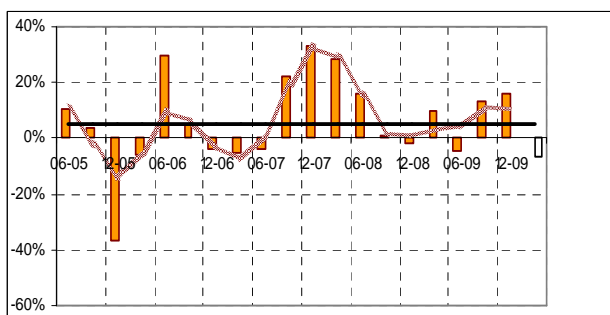
Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

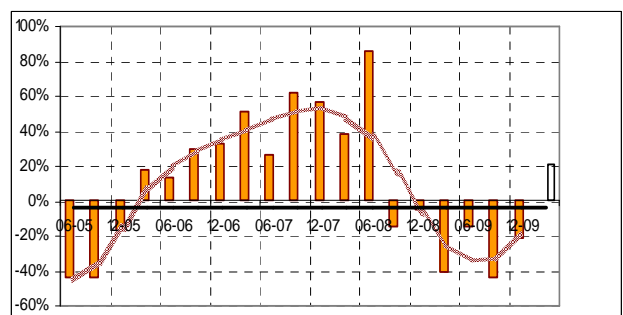
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁷



Effectifs

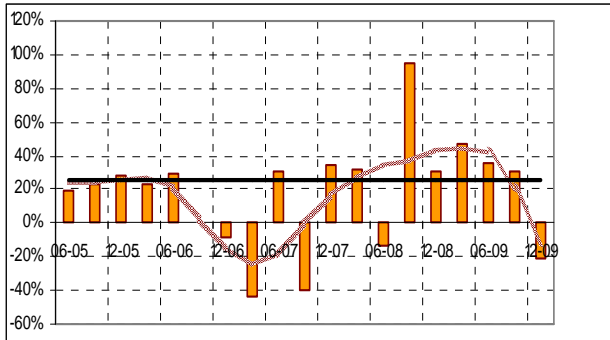


Prix

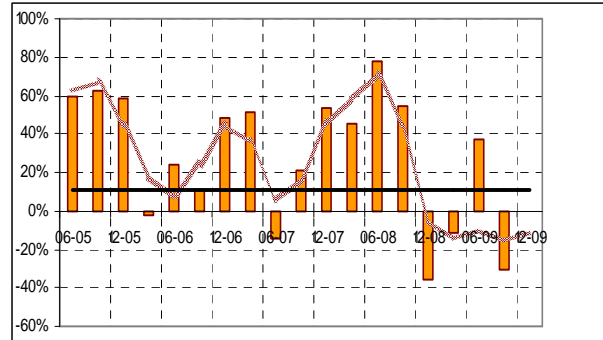


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 17 chefs d'entreprises du commerce.

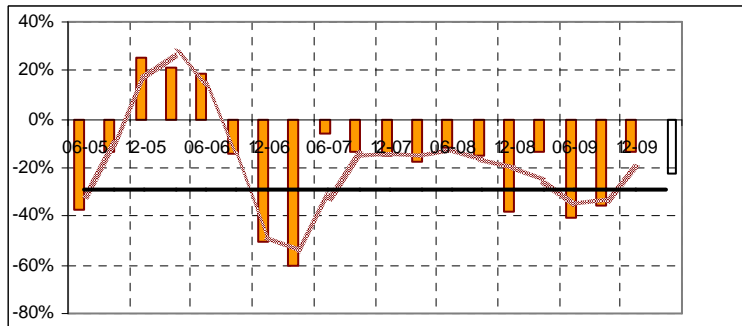
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

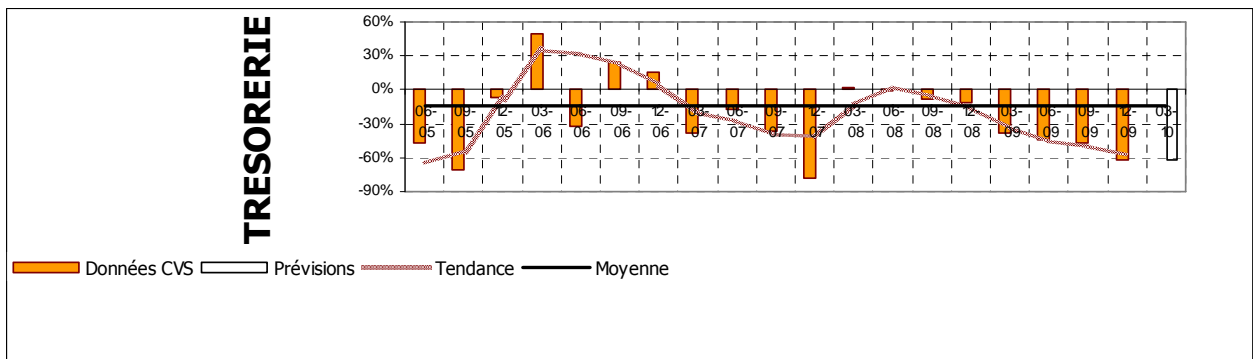
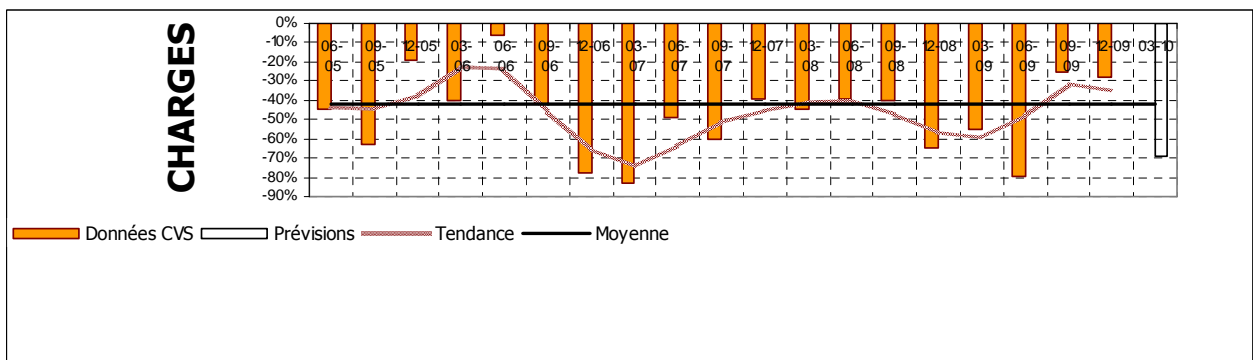
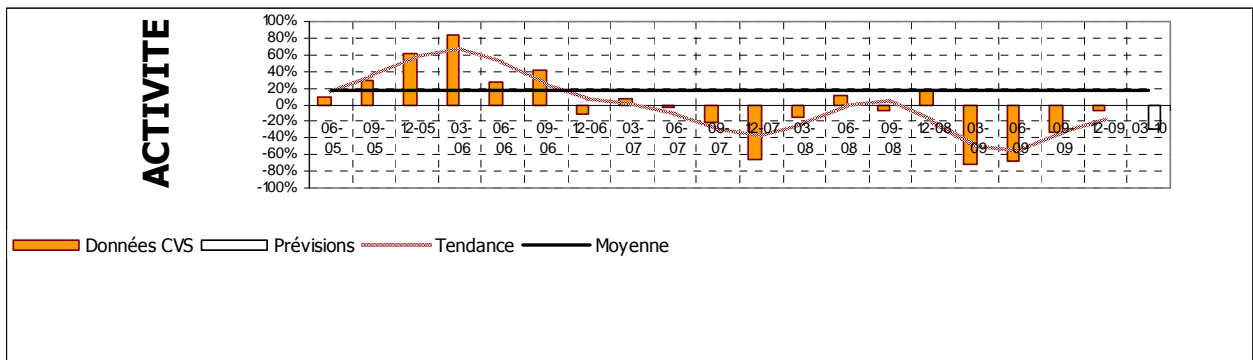


Délais de paiement

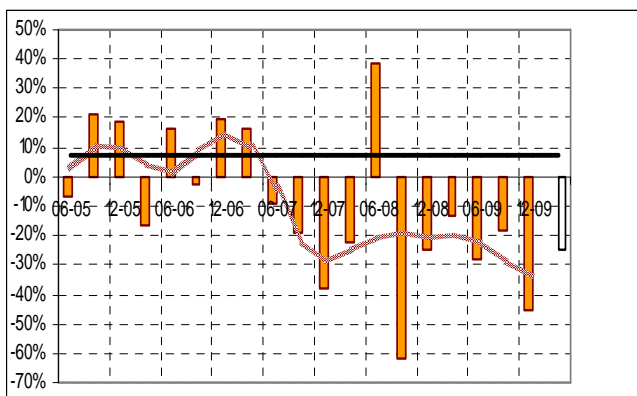


SERVICES MARCHANDS

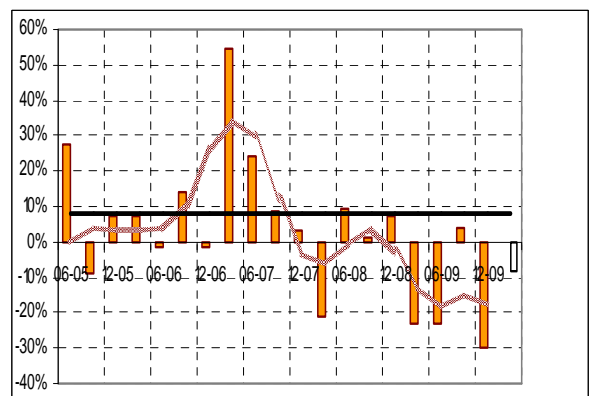
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁸



Effectifs

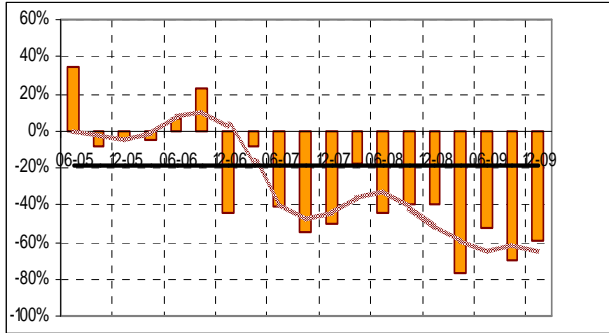


Prix

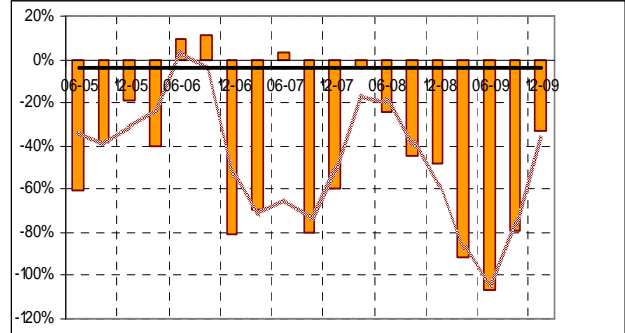


⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 19 dirigeants d'entreprises de services.

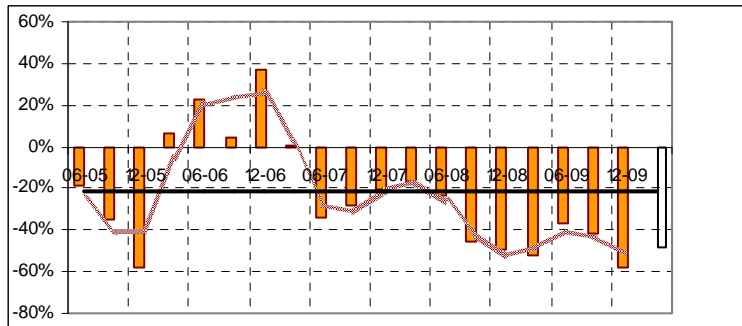
Niveau des carnets de commande



Prévisions d'investissement

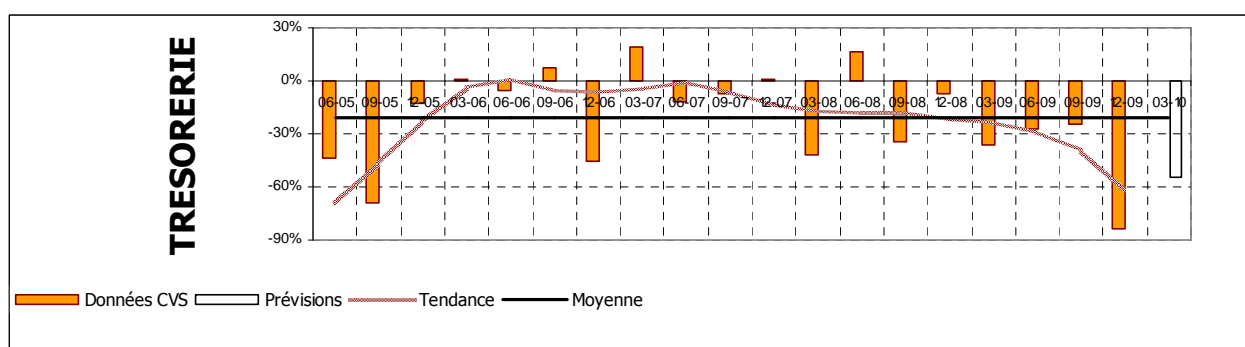
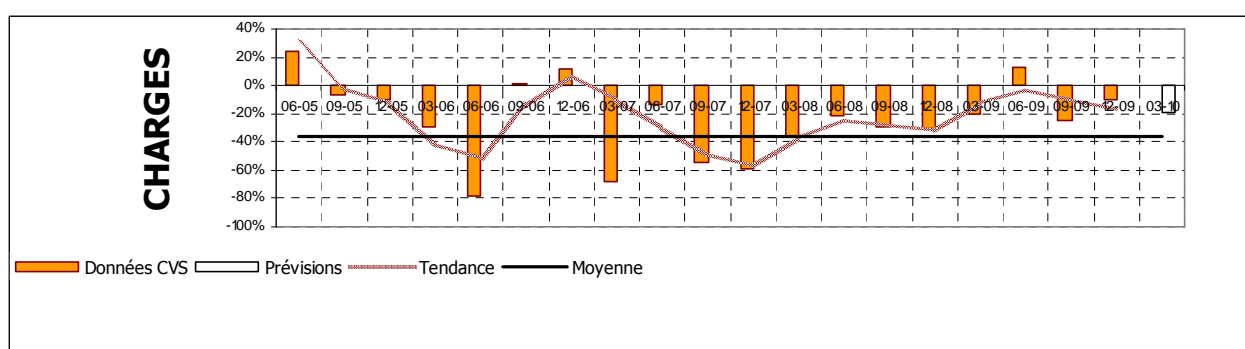
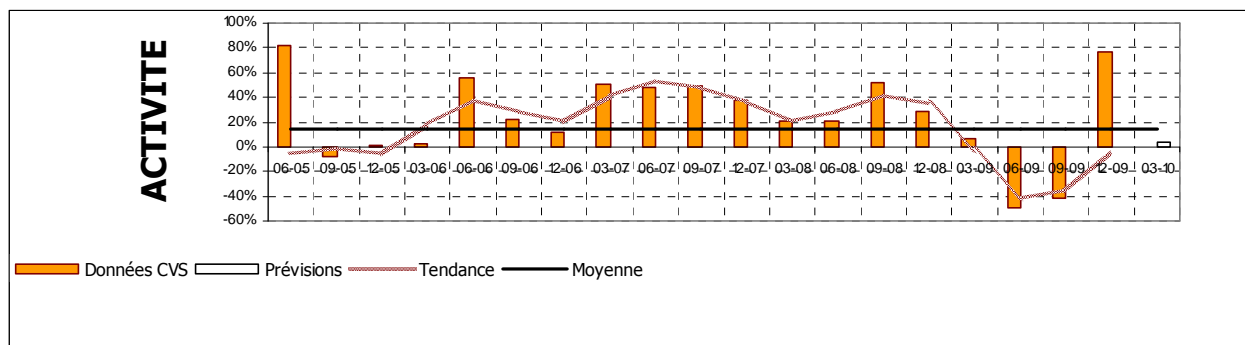


Délais de paiement

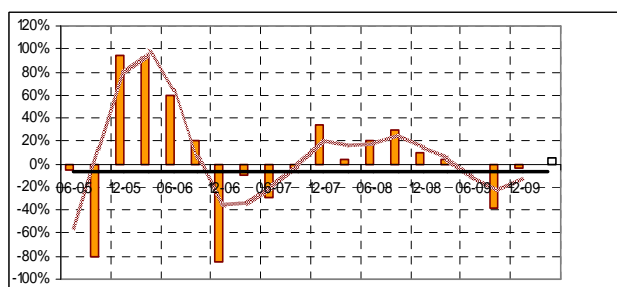


HÔTELLERIE - TOURISME

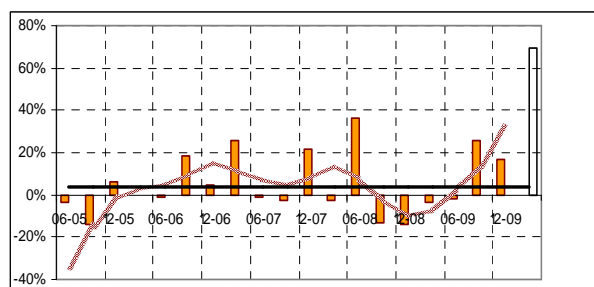
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009⁹



Effectifs

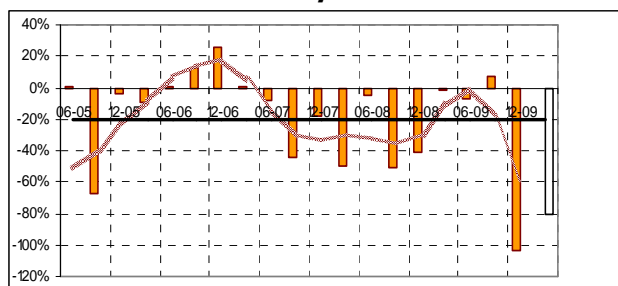


Prix

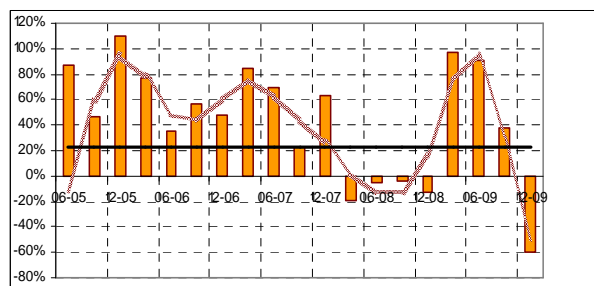


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 3 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie.

Délais de paiement



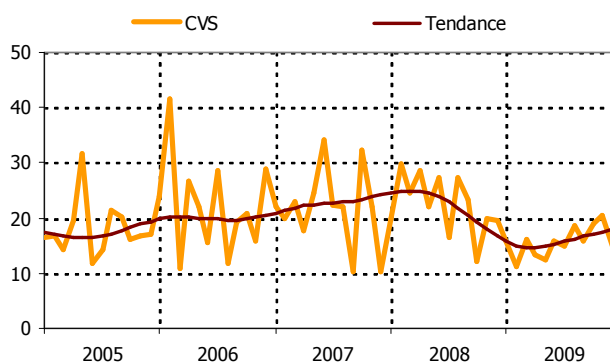
Prévisions d'investissement



3. Les entreprises

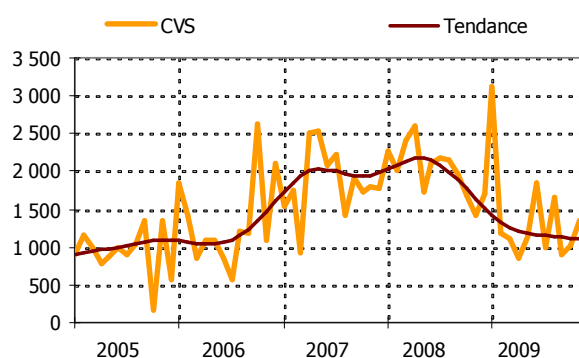
3.1 L'investissement des entreprises

Ventes de véhicules utilitaires
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus

4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
70	58	76	74	60	38	39	51	63	23,5%	5,0%	191	-28,7%

Source : SOREFI

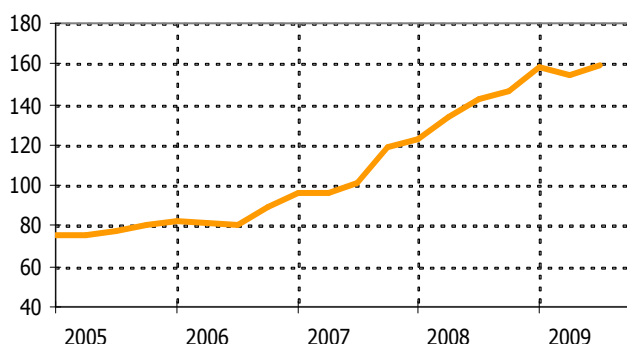
Importations de biens d'équipement professionnel

milliers d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Importations de biens d'équipement professionnel	2 886	2 029	6 397	5 478	4 916	5 361	3 588	3 734	3 316	-11%	-33%	15 998	-34%

Source : Direction régionale des Douanes

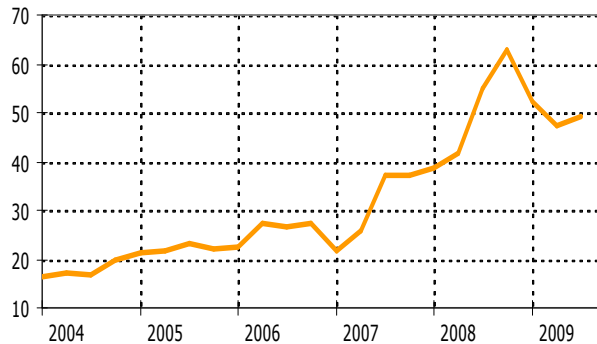
3.2 Le financement des entreprises

Encours des crédits à l'équipement
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours des crédits d'exploitation
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

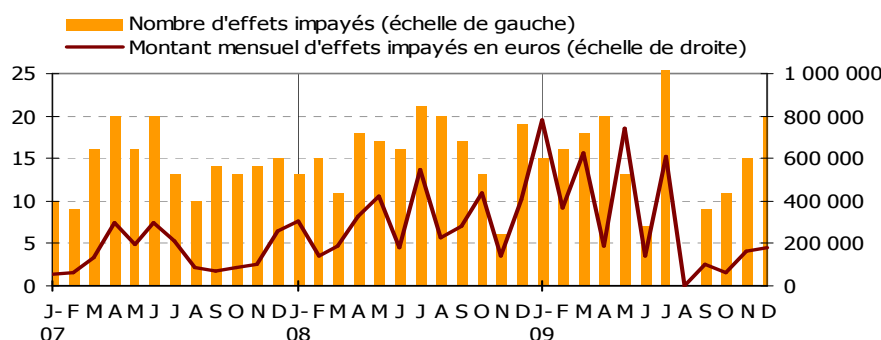
**Encours des crédits à l'équipement et d'exploitation
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

en millions d'euros	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept.-09/juin.-09	sept.-09/sept.-08
crédits à l'équipement	63,2	77,1	80,9	101,0	142,1	146,2	158,3	154,7	159,8	3,3%	12,4%
crédits d'exploitation	16,9	23,2	26,6	37,1	54,8	62,7	52,3	47,2	49,4	4,6%	-9,9%

Source : IEDOM

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

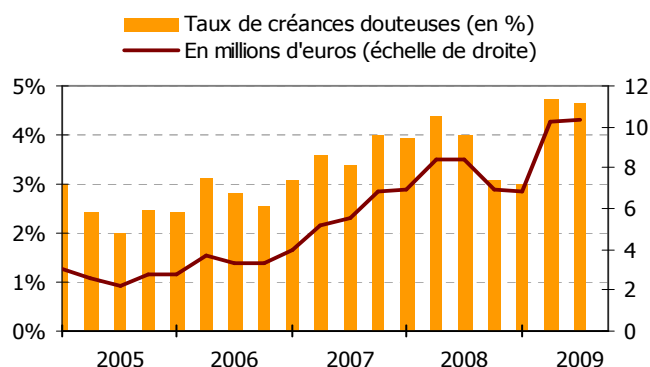
Incidents de paiement sur effets (flux)



	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/4T08
Montant, en milliers d'euros	250,6	790,5	371,1	447,1	628,2	924,7	1061,2	980,9	1777,3	1065,4	nd	405,0	-58,7%
dont contestations de créances	48,6	143,5	124,9	73,5	160,1	313,4	167,8	64,7	426,5	50,1	nd	20,0	-69,1%
dont incapacités de paiement	202,0	647,0	246,3	373,6	468,2	611,2	893,4	916,3	1350,8	1015,3	nd	385,0	-58,0%
Nombre	35	56	37	42	39	51	58	38	49	40	nd	46	21,1%

Source : IEDOM

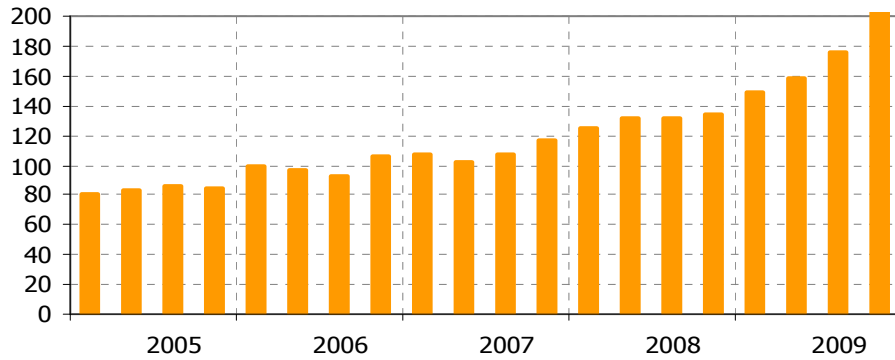
**Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux
Ratio créances douteuses nettes / total des crédits des entreprises**



	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept.-09/juin-09	sept.-09/sept.-08
en millions d'euros	3,2	2,2	3,4	5,5	8,4	6,9	6,8	10,3	10,3	0,4%	23,1%
Taux de créances douteuses	3,5%	2,0%	2,8%	3,4%	4,0%	3,1%	3,0%	4,7%	4,6%	-0,1 pt	-1,5 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



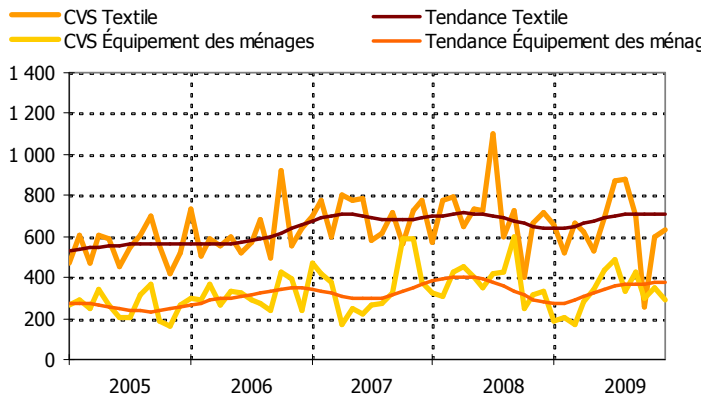
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec-09/sept-09	dec-09/dec-08
Personnes morales	85	nd	106	117	134	149	159	176	203	15,3%	51,5%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

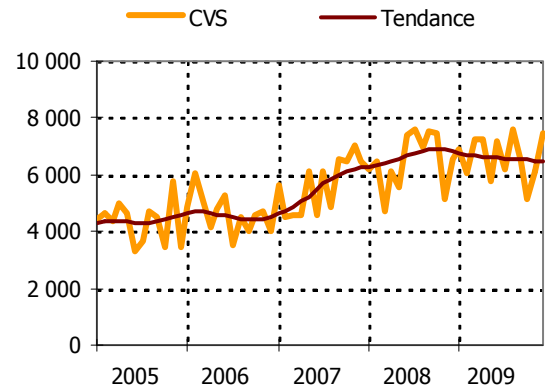
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager, de vêtements et produits textiles
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



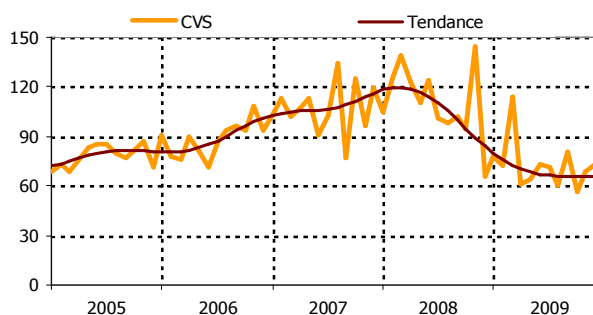
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

Importations (en milliers d'euros)	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Σ09/Σ08
Produits alimentaires	13 651	13 923	14 503	21 690	20 592	17 617	20 013	21 642	20 291	-6,2%	-1,5%	2,2%
-dont boissons	2 024	1 908	2 321	3 386	2 998	1 762	2 679	3 125	2 719	-13,0%	-9,3%	-9,8%
-dont riz	1 406	1 584	986	2 312	1 953	2 521	4 109	2 935	2 353	-19,8%	20,5%	31,6%
-dont produits laitiers	1 452	1 252	1 118	2 175	824	835	1 105	1 470	2 018	37,3%	144,9%	5,5%
-dont viandes et abats	4 447	4 647	4 735	6 801	7 356	7 165	5 437	5 580	5 981	7,2%	-18,7%	-2,5%
-dont ailes et cuisses de poulet	1 912	2 418	2 050	3 634	2 699	2 667	2 271	2 896	2 908	0,4%	7,7%	10,2%
Vêtements et produits textiles	1 965	1 696	2 390	2 137	1 782	1 498	1 798	2 901	1 464	-49,5%	-17,8%	-7,8%
Biens d'équipement ménager	882	630	1 042	1 505	887	507	1 044	1 406	914	-35,0%	3,0%	-16,6%

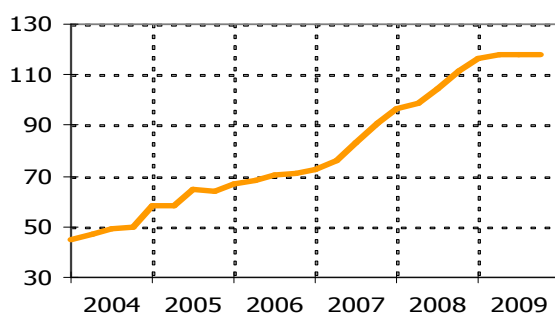
Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Nombre de véhicules de tourisme vendus

4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
238	241	297	348	300	248	195	224	203	-9,4%	-32,3%	870	-34,1%

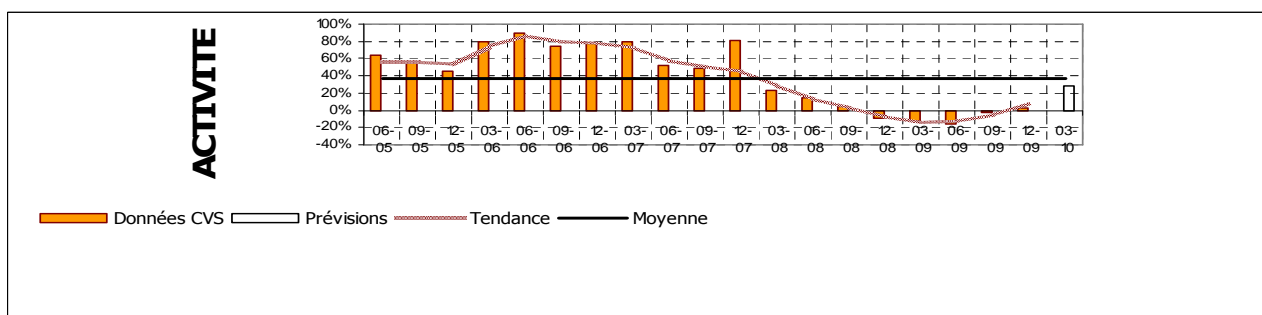
Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept-09/juin-09	sept-09/sept-08
Crédits à la consommation	49,6	64,4	71,2	90,7	111,4	116,7	117,9	118,2	118,0	-0,2%	5,9%

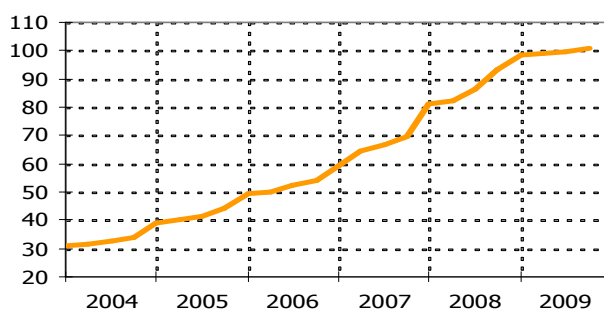
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 31 décembre 2009



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros, données trimestrielles)



Source : IEDOM

**Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

En millions d'euros	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept-09/juin-09	sept-09/sept-08
Crédits à l'habitat	33,6	44,2	53,9	69,8	93,2	98,5	99,3	99,9	100,8	0,9%	8,2%

Source : IEDOM

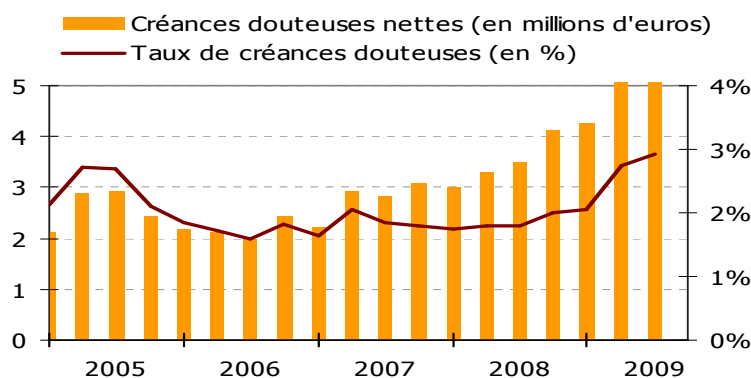
4.3 La vulnérabilité financière des ménages

**Créances douteuses nettes
(établissements de crédit locaux)**

	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept-09/juin-09	sept-09/sept-08
en millions d'euros	1,7	2,9	2,0	2,8	3,5	4,2	4,3	5,7	6,2	7,5%	75,8%
Taux de créances douteuses	2,0%	2,7%	1,6%	1,8%	1,8%	2,0%	2,0%	2,7%	2,9%	0,2 pt	1,1 pt

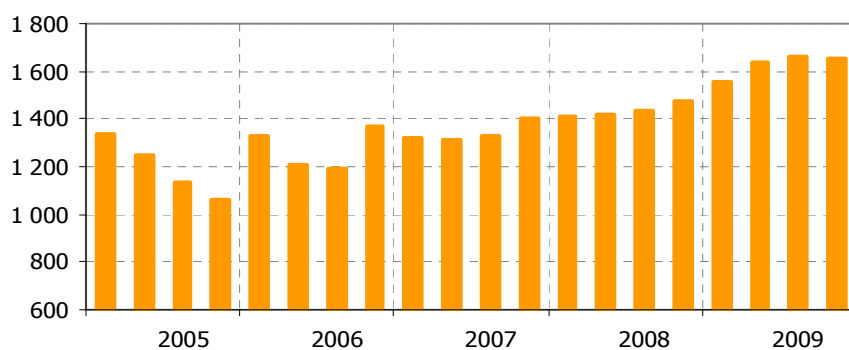
Source : IEDOM

**Ratio créances douteuses nettes / total des crédits consentis aux ménages
(établissements de crédit locaux) (données trimestrielles)**



Source : IEDOM

Personnes physiques en interdiction bancaire



	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec-09/sept-09	dec-09/dec-08
Personnes physiques	1 444	nd	1 368	1 401	1 473	1 558	1 638	1 659	1 657	-0,1%	12,5%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

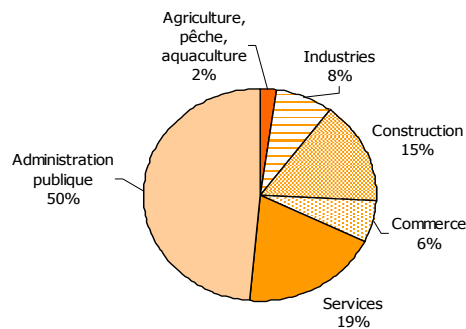
Nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi à fin septembre 2009 (toutes catégories confondues) : 10 626

Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par l'ANPE - Pôle Emploi au cours de l'année 2008

décembre-08	enregistrées	satisfaites
Total des offres enregistrées en 2008	3 776	3 329
Agriculture, chasse, sylviculture	45	34
Pêche, aquaculture	38	8
Industries extractives	34	21
Industries manufacturières	240	179
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	26	21
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	12	12
Construction	591	519
Commerce - réparations automobile et de motocycles	243	152
Transports et entreposage	62	43
Hébergements et restaurations	163	127
Information et communication	38	20
Activités financières et d'assurance	8	6
Activités immobilières	12	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	76	56
Activités de services administratifs et de soutien	81	73
Administration publique	1 855	1 858
Éducation	61	47
Santé humaine et action sociale	34	32
Arts, spectacles et activités récréatives	4	3
Autres activités de services	176	128
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	22	13
Activités extra-territoriales	-	-
Non renseigné	-	-

Source : ANPE - Pôle Emploi

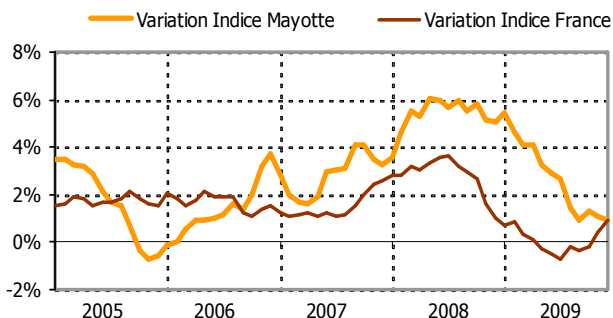
Répartition par secteur d'activité des offres d'emploi enregistrées en 2008



Source : ANPE - Pôle Emploi

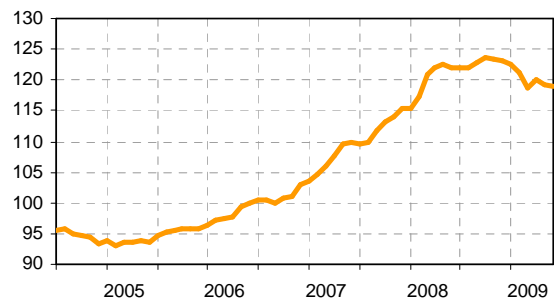
5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Évolution de l'indice des prix à la consommation (variations en glissement annuel)



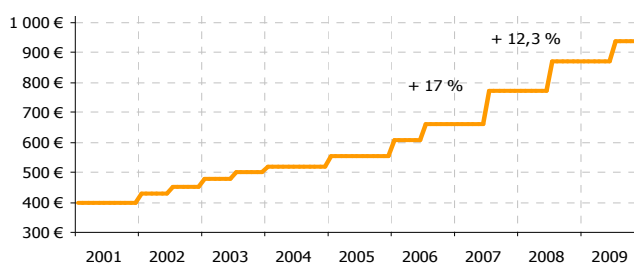
Source : INSEE

Évolution de l'indice des prix des « produits alimentaires et boissons » (base 100 : décembre 2006)



Source : INSEE

SMIG mensuel net en euros (sur la base de 169 heures travaillées par mois)



Source : DTEFP

Depuis 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 % (4 % au titre de la retraite, 2 % pour l'assurance maladie-maternité et 0,5 % pour l'assurance chômage)

Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

SALAIRES (€)	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	dec-09/dec-08
SMIG horaire brut	3,25	3,48	4,18	4,89	5,49	5,49	5,49	5,93	5,93	8,0%
SMIG mensuel brut	549,25	588,12	706,42	826,41	927,81	927,81	927,81	1002,17	1002,17	8,0%
SMIG mensuel net	516,30	552,83	660,50	772,69	867,50	867,50	867,50	937,03	937,03	8,0%

Source : DTEFP

Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	déc-05	déc-06	déc-07*	déc-08*	mars-09*	juin-09*	sept-09*	déc-09*	dec.-09/sept. 09	dec-09/dec 08
Indice général des prix à la consommation (base 100 : décembre 2006)	10 000	96,4	100,0	103,3	108,5	108,7	109,2	108,7	109,5	0,7%	0,9%
Produits alimentaires et boissons	2 712	93,6	100,0	110,0	122,0	122,9	123,0	118,8	118,9	0,1%	-2,5%
Produits manufacturés	3 177	98,6	100,0	99,2	100,5	100,6	102,2	102,0	102,0	0,0%	1,5%
Services aux ménages	3 342	98,5	100,0	102,6	107,2	107,3	107,8	109,7	112,3	2,4%	4,8%

Source : INSEE

* A partir de janvier 2007, l'INSEE-Mayotte a procédé à un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). Les comparaisons avec les mois antérieurs à décembre 2006 sont délicates dans la mesure où la nomenclature et la pondération des postes ont également été modifiées.

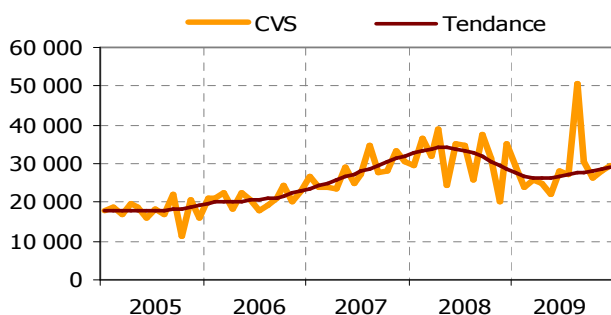
5.3 Commerce extérieur

Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 2009	Σ09/Σ08
Importations	54 217	49 086	69 368	93 538	87 078	74 900	72 254	123 489	84 467	-31,6%	-3,0%	355 110	-5,4%
Exportations	1 053	1 841	1 306	1 300	1 275	1 235	1 226	1 463	1 621	10,8%	27,1%	5 546	3,9%
Taux de couverture	1,9%	3,8%	1,9%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,2%	1,9%	+0,7 point	+0,3 point	-	-

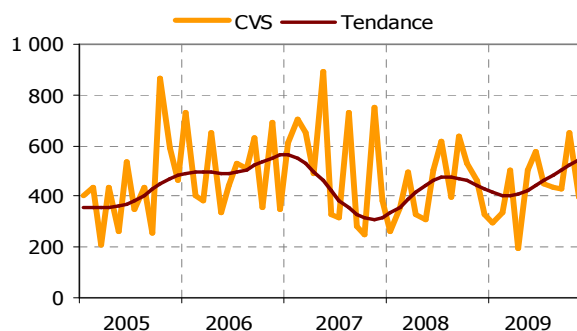
Source : Direction régionale des Douanes

Importations hors hydrocarbures (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

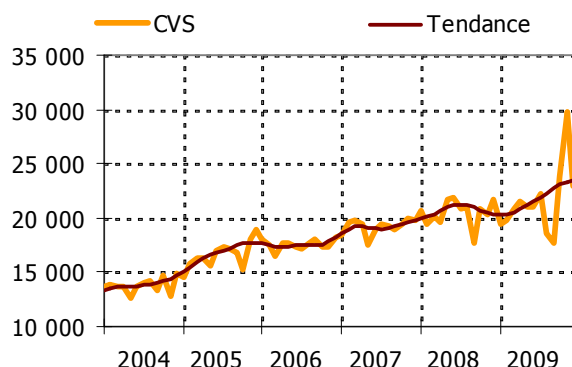
Exportations hors hydrocarbures (en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

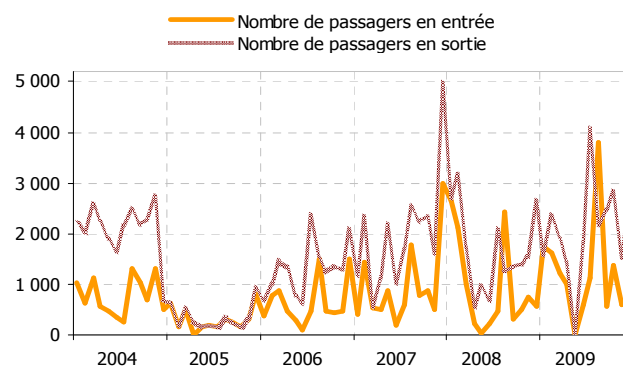
5.4 Les transports¹⁰

Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrées et sorties, hors transit)
(nombre – données mensuelles – CVS)



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Nombre de passagers enregistrés au port de Dzaoudzi (entrées et en sorties)
(nombre – données mensuelles – brutes)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi

TRAFIC AERIEN	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Σ09/Σ08
Mouvements de vols	891	960	787	916	1 045	1 063	1 041	1 411	1 320	-6,4%	26,3%	14,4%
Nombre de passagers (hors transit)	38 947	48 150	49 121	54 997	59 295	50 274	54 334	80 968	70 803	-12,6%	19,4%	3,5%
Fret commercial (en tonnes)	302	410	497	453	399	329	390	407	371	-8,8%	-7,0%	6,7%
Poste (en tonnes)	81	79	104	129	164	146	169	204	235	15,2%	43,3%	15,6%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Évolution du trafic maritime du Port de Dzaoudzi (Mayotte)

Trafic maritime	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08
Mouvements de navires (entrées + sorties)											
Port de Dzaoudzi	119	23	62	142	101	131	96	159	110	-31%	9%
Trafic de passagers											
nombre d'entrées	2 487	1 271	2 403	4 335	1 830	4 544	1 588	5 497	2 634	-52%	44%
nombre de sorties	5 696	1 361	4 738	8 903	5 601	5 820	3 230	8 697	7 229	-17%	29%
Total	8 183	2 632	7 141	13 238	7 431	10 364	4 818	14 194	9 863	-31%	33%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Évolution ventes de véhicules

	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Véhicules utilitaires	70	58	76	74	60	38	39	51	63	-3,3%	-26,1%	191	-28,7%
Véhicules de tourisme	238	241	297	348	300	248	195	224	203	-9,4%	-32,3%	870	-34,1%
Ensemble	308	299	373	422	360	286	234	275	266	-3,3%	-26,1%	1 060	-33,2%

Source : Sorefi

¹⁰Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de ce bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
 - Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
- Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
- La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°66 L'habitat à Mayotte (février 2010)
- N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (janvier 2010)
- N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (décembre 2009)
- N°63 L'habitat à La Réunion (novembre 2009)
- N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)
- N°61 Réduction de la commande publique à La Réunion en 2009 (juin 2009)
- N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)
- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (avril 2009)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (mars 2009)
- N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (mars 2009)
- N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (mars 2009)
- N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (mars 2009)
- N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (mars 2009)
- N°52 La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 Le tourisme à La Réunion (janvier 2008)
- N°48 Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
- N°47 Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
- N°46 Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture - B.P. 500 - 97600 Mamoudzou - Tél. : 02 69 61 05 05 - Fax : 02 69 61 05 02 - Mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la Division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 01 53 44 41 55. Téléchargements gratuits sur le site Internet www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000 modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - observatoire économique et financier,
 - médiateur départemental du crédit.

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échanges de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique et financier permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également chaque année une monographie présentant le bilan économique et financier de chaque collectivité. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'IEDOM apporte ses services - dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon - à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 4 mars 2010
Dépôt légal : mars 2010